

**Cahier des charges
concernant la permission pour programmes de
radio sonore à émetteur de haute puissance
accordée à
l'Etablissement de Radiodiffusion Socioculturelle**

Le Gouvernement de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (le « Gouvernement »),
représenté par son Ministre des Communications et des Médias,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et notamment les articles
13 et 14,

Vu le règlement grand-ducal du 19 juin 1992 fixant les modalités de structure et de
fonctionnement de l'établissement public créé par l'article 14 de la loi modifiée du 27 juillet
1991 sur les médias électroniques,

Vu le règlement grand-ducal du 15 octobre 1992 déterminant les modalités d'attribution
des permissions pour les programmes de radio sonore à émetteur de haute puissance,
ainsi que les règles générales gouvernant ces permissions et les cahiers des charges
qui leur sont assortis, et notamment son article 9,

Arrête comme suit les dispositions du Cahier des charges à observer dans l'exploitation
de la permission renouvelée le 6 janvier 2006 au profit de l'Etablissement de
Radiodiffusion Socioculturelle,

Arrête:

I. Objet du cahier des charges

Article 1

Le présent cahier des charges a pour objet, en application de l'article 3 (3) et de l'article
13 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, appelée ci-après la
loi, de préciser les différentes règles particulières applicables à la permission et aux
programmes diffusés sous le couvert de cette permission.

A handwritten signature in dark ink is located at the bottom right of the page. To its left is a faint, circular official stamp or seal.

II. Bénéficiaire de la permission

Article 2

Le bénéficiaire de la permission est l'établissement public créé par l'article 14 de la loi dans le but :

- d'exploiter une ou plusieurs fréquences de radiodiffusion luxembourgeoise destinées aux services de radio sonore à émetteur de haute puissance,

et

- d'organiser des services de radio socioculturelle, dont il assume la responsabilité.

III. Programmes visés par la permission

Article 3

Le bénéficiaire est autorisé à transmettre des services tels que définis à l'article 14 de la loi, dont il assume la responsabilité. Ces services seront conformes aux dispositions du présent cahier des charges. Leur durée sera de vingt-quatre heures par jour.

IV. Contenu des programmes

Article 4

(1) L'Etablissement de Radiodiffusion Socioculturelle est un établissement public chargé d'assurer un service de radio à vocation de service public.

(2) Les émissions et programmes qui composent le service de radio sont élaborés en toute indépendance éditoriale.

Le service est conçu par l'Etablissement de Radiodiffusion Socioculturelle et composé par lui ou sous son contrôle. Il doit en toute hypothèse garder la maîtrise du contenu des émissions qu'il programme.

(3) Les émissions et programmes donneront une représentation équilibrée, impartiale et indépendante de l'actualité politique, économique, sociale et culturelle.

Ils auront une vocation de culture, d'information et de divertissement.

(4) Sur le plan de l'information, ils attacheront une importance particulière à :

- la représentation des réalités et forces politiques, économiques et sociales ;

Two handwritten signatures in black ink, one appearing to be 'STP' and the other 'ju'.

- la prise de conscience de l'interdépendance complexe des réalités sociales, économiques, culturelles, nationales et internationales ;
- la communication sociale de toutes les couches sociales dans un contexte multilingue et multiculturel ;
- le respect de l'environnement naturel et humain et du patrimoine culturel et la compréhension des problèmes du développement.

(5) Sur le plan culturel, ils attacheront une importance particulière aux objectifs culturels suivants :

- la promotion de la création culturelle et artistique ;
- la sensibilisation culturelle du public ;
- le reflet des multiples réalités culturelles au Luxembourg ;
- la connaissance de l'histoire du pays ;
- la connaissance de la langue luxembourgeoise ;
- la coopération culturelle internationale.

Article 5

(1) Le service doit respecter les sensibilités intellectuelles et morales du public.

(2) Il ne peut ni mettre en péril la sécurité nationale ou l'ordre public, ni constituer une offense à l'égard d'un Etat étranger.

(3) Il doit se conformer aux bonnes mœurs ainsi qu'aux lois luxembourgeoises et aux conventions internationales en vigueur au Grand-Duché.

Il doit respecter en particulier les dispositions de la législation sur les droits d'auteur, sur la presse, sur la liberté d'expression dans les médias et sur la protection de la vie privée.

(4) Il doit respecter la personne humaine et sa dignité, et ne peut contenir aucune incitation à la haine ni promouvoir une discrimination pour des raisons de race, de sexe, d'opinion, de religion ou de nationalité.

(5) Sont interdits tous les éléments de programme susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des éléments de programme comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuites; sont également interdits tous les autres éléments de programme susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré, par le choix de l'heure d'émission ou par toutes mesures techniques, que les mineurs n'entendent pas normalement ces éléments de programme.



V. Autres dispositions applicables aux programmes

Article 6

L'Etablissement de Radiodiffusion Socioculturelle doit assurer le pluralisme dans la présentation de l'actualité et des idées.

Article 7

A la demande du Gouvernement, les programmes incluront des émissions de formation ou de sensibilisation sur des thèmes définis relevant de l'intérêt national; ces émissions seront diffusées le cas échéant sous la responsabilité du bénéficiaire et avec la coopération des services publics concernés.

Les programmes visés par le présent article feront l'objet d'un financement spécifique par le Gouvernement.

Article 8

Le bénéficiaire s'engage à mettre ses installations gratuitement à la disposition de l'Etat et des autorités locales pour la diffusion de communiqués officiels ou d'informations relatives à la sécurité de la vie humaine et aux nécessités de police, cette diffusion se faisant à la demande du Gouvernement et ayant priorité sur celle des autres éléments du programme.

Article 9

(1) Le programme sera exempt de messages publicitaires.

(2) La retransmission d'événements parrainés est autorisée.

(3) Des émissions individuelles ou régulières peuvent être parrainées dans les conditions fixées pour les programmes de télévision par l'article 28 de la loi et le règlement grand-ducal du 5 avril 2001 fixant les règles applicables en matière de publicité, de parrainage, de télé-achat et d'autopromotion dans les programmes de télévision réputés relever de la compétence du Luxembourg conformément à la directive « Services de médias audiovisuels ».

Article 10

L'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel est habilitée à soumettre aux organes responsables de l'Etablissement de Radiodiffusion Socioculturelle des propositions relatives à un contenu équilibré correspondant aux objectifs socioculturels.



Article 11

(1) Le programme s'identifie par l'annonce du nom de la radio au moins quatre fois par heure, sauf en cas d'impossibilité résultant de la nature de l'élément de programme.

(2) Le bénéficiaire informera le Ministre ayant dans ses attributions les médias et l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel de tout changement ultérieur du nom de la radio.

VI. Surveillance

Article 12

Le bénéficiaire est tenu de communiquer sur demande de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel toutes les informations lui permettant d'exercer le contrôle du respect des obligations qui sont imposées au bénéficiaire.

Article 13

(1) Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa totalité le programme diffusé, et l'enregistrement doit être conservé pendant la durée d'un mois. Au cas où un élément de programme fait l'objet d'une contestation sur le respect de la loi ou du cahier des charges, l'enregistrement doit être conservé aussi longtemps qu'il est susceptible d'être utilisé comme un élément de preuve. Il en va de même si un élément de programme fait l'objet d'une demande de réponse ou d'information postérieure conformément à l'article 61 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias.

(2) Une copie de l'enregistrement de l'élément de programme doit être délivrée sur demande à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel ou aux instances judiciaires saisies d'une contestation à propos de l'élément de programme concerné.

VII. Sanctions

Article 14

En cas d'une plainte émanant d'un auditeur ou d'une autosaisine de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel relative à un manquement éventuel du bénéficiaire aux dispositions de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ou du cahier des charges, la procédure et les sanctions prévues à l'article 35sexies de la loi sont applicables.

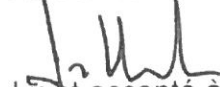


Fait et signé en double exemplaire à Luxembourg, le 30 AOUT 2016

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Le Ministre des Communications et des Médias

Xavier Bettel



Lü et accepté à Luxembourg, le 01/09/2016

Pour l'Etablissement de Radiodiffusion Socioculturelle

Jean-Paul HOFFMANN



Françoise Roos

